



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

Direction Financière, Juridique et des Moyens

Sous-direction juridique et de l'achat public

Service de la commande publique

75058 Paris Cedex 01

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**PRESTATIONS DE SERVICES JURIDIQUES DE CONSEIL ET
REPRESENTATION EN JUSTICE POUR LE COMPTE DE L'ETABLISSEMENT
PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE DANS LE CADRE DU PROJET LOUVRE
NOUVELLE RENAISSANCE.**

MARCHE N°2025-056M

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Établi en application des dispositions du Code de la commande publique.

Le présent C.C.P. comporte
22 pages numérotées de 1 à 22.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – Objet du marché	4
1.2 – Découpage en lots / TRANCHES	5
1.3 – Procédure et Forme du marché	5
1.4 – Durée du marché	6
1.5 – Représentants des parties	6
1.5.1 – Représentants de l’Etablissement Public du Musée du Louvre.....	6
1.5.2 – Représentants du titulaire.....	6
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3 – DETAIL DES PRESTATIONS	7
3.1 – Conseil et assistance juridiques	8
3.2 – Représentation juridique – Contentieux.....	8
3.3 – DOMAINES D’EXCLUSION	8
ARTICLE 4 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	9
4.1 – Répartition des paiements.....	9
4.2 – Contenu des prix	9
4.3 – Prix de règlement.....	9
4.3.1 – Mois d’établissement des prix du marché.....	9
4.3.2 – Modalités de variation des prix	10
ARTICLE 5 – MODE DE REGLEMENT	10
5.1 – Modalités de règlement.....	10
5.2 – Modalités de transmission des documents relatifs au paiement	11
5.3 – Délai de paiement	12
5.4 – Avance.....	12
5.5 – CESSION OU NANTISSEMENT	12
5.6 -Taxe sur la valeur ajoutée.....	13
ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION	13
6.1 – Conditions de réalisation	13
6.2 – Exclusivité	13
6.3 – Confidentialité	14
6.4 – SUITE DE L’EXECUTION DE LA MISSION DE CONSEIL JURIDIQUE	14
6.5 – Conduite des prestations par le titulaire	14
6.6 – Délais d’exécution des prestations	15
6.6.1 – Délais d’exécution	15
6.6.2 – Prolongation des délais	15
6.7 – Obligations du titulaire	16
6.8 – DEVELOPPEMENT DURABLE	16

6.9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
6.9.1 – <i>Traitement par le titulaire</i>	17
6.9.2 – <i>Traitement par l'acheteur</i>	18
ARTICLE 7 – GARANTIE FINANCIERE	19
ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
8.1 – Opérations de vérification	19
8.2 – Réception, ajournement, réfaction et rejet	19
ARTICLE 9 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AU MARCHE	19
9-1 Utilisation des Résultats	19
9.2 – Garanties	19
9.3 – Droit Moral	20
ARTICLE 10 – PENALITES	20
10.1 – Pénalités de retard	20
10.2 – Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise	21
10.3 – AUTRES Pénalités	21
ARTICLE 11 – RESILIATION	21
ARTICLE 12 – LITIGES	22
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG	22

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHE

Contexte de l'opération :

Le musée du Louvre, musée le plus visité au monde, connaît depuis plusieurs années une très forte fréquentation (9 millions de visiteurs par an). Or, les installations du « Grand Louvre », avec la création des entrées principales par la Pyramide, ont été conçues pour accueillir 4 millions de visiteurs. A cet effet de concentration, s'ajoute un engorgement des flux de circulation vers l'aile Denon du musée, et tout particulièrement la Salle des Etat où est présentée la Joconde. En l'état actuel de l'organisation du musée, aucune présentation alternative de ce chef d'œuvre n'est possible et la régulation des flux du plus grand musée du monde s'effectue en fonction du niveau de fréquentation de l'une de ses salles d'exposition. C'est la raison pour laquelle une jauge de 30 000 visiteurs quotidiens a été instaurée en 2022. Enfin, le musée doit affronter de nouveaux enjeux climatiques, sécuritaires, et numériques pour continuer à assurer sa mission de service public.

Le projet « Louvre – Nouvelle Renaissance », annoncé par le Président de la République le 28 janvier 2025, et mis en œuvre par la direction de l'EPML vise à apporter des solutions pérennes et articulées aux problèmes structurels qui grèvent le fonctionnement quotidien du musée du Louvre, impactent les conditions de travail de ses 2300 agents, et altèrent l'expérience de visite des publics du musée.

L'opération porte notamment sur les points suivants :

- L'opération « Louvre Grande Colonnade » portant sur la **création de nouveaux accès** au Musée par la Grande Colonnade en organisant sous la Cour Carrée, dans la poursuite des grands principes développés par I.M. Pei (axe Est-Ouest et circulations en croix), de nouveaux espaces destinés :
 - o à la **présentation de la Joconde** et à la médiation associée ;
 - o à des **expositions temporaires et autres manifestations culturelles (polyvalence recherche)**, bénéficiant d'un nouvel accès dédié du côté Nord ;
 - o aux **services** au public et à la **valorisation commerciale** associés au nouvel accueil ;
- En lien avec ces nouveaux espaces, la **rénovation globale du quadrilatère Sully** comprenant :
 - o La restauration du clos et couvert, incluant la problématique des verrières ;
 - o L'amélioration des circulations horizontales et verticales dans tout le périmètre Sully / Cour Carrée ;
 - o L'amélioration et la modernisation de l'ensemble des équipements techniques de la région Sully ;
- La **requalification des espaces extérieurs adjacents**, l'esplanade Saint-Germain l'Auxerrois, située devant la Colonnade, ainsi que les jardins entourant le quadrilatère Sully.

Dans le cadre de cette opération, et dans l'objectif du calendrier annoncé par le Président de la République, avec la désignation d'un lauréat début 2026, l'EPML va bénéficier de l'expertise de l'OPPIC pour l'accompagner dans les études préalables nécessaires à l'établissement du cahier des charges et à la mise en œuvre du concours international d'architecture qui sera organisé pour désigner son maître d'œuvre. A l'issue de la désignation du lauréat, la maîtrise d'ouvrage de l'opération sera déléguée à l'OPPIC. Cette opération comportera aussi des études et travaux qui seront menés sous la maîtrise d'œuvre de l'architecte en chef des monuments historiques compétents pour le palais du Louvre.

D'autres perspectives concernant la maîtrise d'ouvrage de l'EPML (transfert) sont en cours d'études.

Aussi, le présent marché porte, dans le cadre du projet « Louvre – Nouvelle Renaissance » :

- ✓ Sur l'assistance de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après, EPML) en qualité de conseil pour la réalisation d'études juridiques et analyses juridiques, d'accompagnement pour la rédaction d'actes et contrats divers, participation à des réunions d'expertise, négociations dans le cadre de cette opération ;

- ✓ Sur la représentation en justice de l'EPML devant les juridictions compétentes, hormis devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des Conflits.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération, avec de multiples impacts en termes patrimonial, architectural, culturel, urbanistique, écologique et logistique, démarrant par la préparation et lancement d'un concours d'architecture (juin 2025), et jusqu'à la réception des travaux et le quitus délivré au maître d'ouvrage délégué, l'accompagnement est notamment attendu dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :

- Droit de la commande publique (marchés publics, concessions, techniques d'achat/concours...);
- Relations entre la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre ;
- Règlementation applicable aux monuments historiques ;
- Droit de l'urbanisme et de la construction ;
- Droit de l'environnement ;
- Montages juridiques complexes ;
- Droit des assurances ;
- Droit de la propriété intellectuelle ;
- Finances publiques ;
- Contentieux, notamment en matière de marchés de travaux ;
- Droit de la propriété des personnes publiques / Domanialité ;
- Libéralités (mécénat) ;
- Fiscalité ;
- Droit pénal.

1.2 – DECOUPAGE EN LOTS / TRANCHES

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, le marché ne concerne qu'un seul type de prestation.

Le présent marché n'est pas fractionné en tranches.

1.3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

1.3.1 Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée ouverte, en application des articles L. 2123-1-2° et R. 2123-1-3° du Code de la commande publique (catégorie n°8 de services spécifiques : services juridiques).

1.3.2 Forme

Le présent marché donne lieu à accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum, et avec montant maximum en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162 14 du Code de la commande publique.

Les montants s'établissent de la manière suivante :

	Par période d'exécution (12 mois)**
Montant minimum HT :	Sans montant minimum
Montant maximum HT :	250 000 euros

**** Bien que la dernière période d'exécution de l'accord-cadre puisse être d'une durée inférieure à 12 mois au regard de la date de notification de l'accord-cadre, le montant maximum reste inchangé pour ladite période.**

Le présent marché est traité à prix unitaires par application des prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

1.4 – DUREE DU MARCHÉ

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le présent marché est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution de l'opération, dite durée de validité du marché au sens de l'article R2162-5 du code de la commande publique. Toutefois, la durée de validité du marché prendra fin au plus tard le 31 juillet 2032, compte tenu de la fin prévisionnelle du chantier fixée à 2031.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Conformément à l'article L2125-1 du code de la commande publique, au regard de l'ampleur inédite du projet « Louvre Nouvelle Renaissance », compte tenu du temps nécessaire à la prise de connaissance initiale dudit projet, le choix de porter la durée de l'accord-cadre au-delà de quatre années est dicté par un cas exceptionnel justifié par l'objet même du présent marché, nécessitant un suivi du titulaire sur toute la durée de l'opération.

1.5 – REPRESENTANTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution du marché.

1.5.1 – Représentants de l'Etablissement Public du Musée du Louvre

La représentante du pouvoir adjudicateur est Madame la Présidente-Directrice de l'EPML, ou la personne à laquelle elle a donné délégation.

La direction gestionnaire du marché est la Direction Financière, Juridique et des Moyens (DFJM) de l'EPML.

La personne responsable du suivi du marché et du contrôle de la bonne exécution des prestations (personne habilitée à communiquer par écrit avec le titulaire, sous réserve de modification) est la Sous-Directrice juridique et de l'achat public.

La correspondance relative à l'exécution du présent marché doit être transmise à l'adresse suivante :

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE
Direction Financière, Juridique et des Moyens
Sous-direction juridique et de l'achat public
75058 Paris Cedex 01

1.5.2 – Représentants du titulaire

Le titulaire indiquera nommément dans son offre, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, la personne chargée de le représenter, auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Si cette personne ne se trouve plus en mesure de remplir sa mission, il sera procédé à son remplacement dans les conditions prévues à l'article 6.5 du présent document.

En outre, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché et notamment celles qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ à son adresse ou à son siège social ;

- ✓ et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 10 du présent marché.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, son annexe n°1: Bordereau des Prix Unitaires (BPU), ses éventuelles autres annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Le dossier Correspondance/Questions/Réponses (CQR) établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du présent marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception de l'offre technique du titulaire et des documents généraux qui font l'objet d'une publication officielle. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3 – DETAIL DES PRESTATIONS

Les matières sur lesquelles peuvent porter les prestations sont listées à l'article 1.1 relatif à l'objet du marché, sans que cette liste soit exhaustive. En effet, dans le cadre des prestations, le titulaire pourra être amené à intervenir dans toutes matières, restant dans le cadre de son objet général, qui ne seraient pas identifiées à ce jour mais strictement nécessaires à la réalisation du présent marché.

Il est attendu des candidats un très haut niveau d'expertise, des livrables étayés clairs et complets.

3.1 – CONSEIL ET ASSISTANCE JURIDIQUES

Assistance juridique téléphonique (UO n°1.1 et 1.2) : le titulaire sera interrogé téléphoniquement sur un cas précis. Cette consultation téléphonique fera l'objet d'une réponse immédiate par téléphone lorsqu'elle ne nécessite pas de recherches particulières. La consultation téléphonique pourra, à la demande du musée, faire l'objet d'une confirmation écrite de la réponse (par courriel par exemple). L'EPML doit être en mesure de joindre le titulaire du lundi au vendredi sur la plage horaire 8h-19h.

Consultation juridique écrite (UO n°2.1 et 2.2) : le titulaire sera interrogé sur une situation à laquelle le musée est confronté (précontentieux par exemple). Il sera alors conduit à rédiger une note en réponse au contexte exposé. Le titulaire sera saisi au préalable par écrit (courriel, télécopie ou courrier) dans lequel le délai de réponse souhaité sera précisé.

Observations sur un projet d'acte (UO n°3.1 et 3.2) (courriers, contrats...) : le titulaire sera interrogé afin de recueillir ses observations écrites sur un projet d'acte. Ces observations pourront s'accompagner de propositions de modifications du projet d'acte. Le titulaire informera le musée des risques juridiques éventuellement liés à la rédaction d'un tel acte. Il sera préalablement saisi par écrit (courriel, télécopie ou courrier) dans lequel sera précisé un délai de réponse.

Rédaction d'un acte (UO n°4.1 et 4.2) (courriers, contrats, dires rédigés dans le cadre d'expertises...) : le titulaire pourra être saisi afin de rédiger un acte pour le compte du musée. L'établissement de cet acte devra être accompagné d'une note précisant le cadre juridique et les éléments de fait justifiant le contenu proposé. Le délai de réponse dépendra de la technicité juridique de l'acte.

Assistance et/ou participation à une réunion de travail, d'expertise ou de négociation (UO n°5.1 et 5.2) : seront indiqués au titulaire l'objet de la réunion, les participants, le lieu et transmis tout document en lien avec la réunion. Le titulaire en sera informé par écrit (courriel, télécopie ou courrier). Pour les réunions, en règle générale, la présence d'un seul avocat est requise. Si la complexité du dossier le justifie, la présence de deux avocats pourra être possible, après accord préalable de l'EPML.

3.2 – REPRESENTATION JURIDIQUE – CONTENTIEUX

Les missions (UO n°6) concernent :

- L'élaboration d'une note de stratégie : étude comportant une analyse de la situation, des risques et proposant les solutions opérationnelles les plus à même de préserver les intérêts de l'EPML.
- L'assistance de l'EPML dans le cadre du règlement amiable des litiges, dans le cadre notamment des procédures précontentieuses.
- Le conseil, la défense et la représentation de l'EPML dans le cadre de procédures contentieuses devant les juridictions administratives et judiciaires ou de toute autre juridiction.
- L'analyse du dossier, les recherches, les études juridiques, les notes stratégiques, et la présence à toutes réunions sur demande de l'EPML.
- La production et la transmission préalable et obligatoire des projets de mémoires, y compris complémentaires, pour validation avant dépôt devant les juridictions. L'information en temps réel du suivi de la procédure.
- Les conseils et assistances téléphoniques sur toute question de droit entrant dans le cadre de ce contentieux.
- La représentation de l'EPML devant les tribunaux compétents et plaidoiries s'il y a lieu.
- La production d'un compte-rendu d'audience et l'accompagnement de l'EPML dans l'exécution des jugements.

3.3 – DOMAINES D'EXCLUSION

Le présent marché ne comprend pas les litiges portés devant les instances où la représentation par un avocat au Conseil est obligatoire (Conseil d'Etat, Cour de Cassation et Tribunal des Conflits).

ARTICLE 4 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

4.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

Les éventuelles différentes entreprises intervenantes pour lesquelles une répartition sera nécessaire sont :

- ✓ le groupement conjoint (répartition entre le mandataire et ses cotraitants) et éventuellement le groupement solidaire qui n'aurait pas désigné ou ouvert un compte bancaire unique
- ✓ le sous-traitant, étant entendu que la répartition, dans un premier temps, ne pourra être établie que s'il est déclaré au moment de la remise de l'offre.

Les modalités de règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance sont définies à l'article 12 du CCAG/PI.

4.2 – CONTENU DES PRIX

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du marché telles que décrites dans le présent CCP.

Ils sont réputés complets conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/PI, et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ces prix sont réputés comprendre notamment tous frais et accessoires, notamment les frais de déplacement, les frais d'hébergement et de restauration, les frais de photocopies, de correspondances (envois de courriers et éventuelles transmissions de documents par coursiers rendus nécessaires, etc.), le coût des recherches juridiques effectuées, le coût d'obtention des décisions de justice auprès des juridictions, le coût des frais de documentation, le coût des frais de secrétariat, le coût des transmissions par courriel et par courrier d'une consultation juridique finalisée.

En cas de procédure judiciaire avec représentation obligatoire par un avocat rattaché au barreau du Tribunal de Grande Instance de Paris, si le titulaire n'est pas habilité, il doit obligatoirement désigner le sous-traitant qui interviendra en tant qu'avocat postulant. L'avocat postulant sera rémunéré selon les prix du marché fixés au BPU.

4.3 – PRIX DE REGLEMENT

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Le règlement s'effectue par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique.

4.3.1 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (m0).

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.4 du CCAG/PI, la date d'établissement du prix initial appelée « mois zéro » est :

- le mois de remise des offres (date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation) ;
- ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation (date limite de remise des offres fixée dans les invitations à négocier).

4.3.2 – Modalités de variation des prix

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant les premières années d'exécution. Par la suite, ces prix sont révisables au 1^{er} mars 2029, date dite « Mr » par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. Les prix demeurent ensuite inchangés jusqu'à la fin du marché.

Conformément aux dispositions 10.2.3 du CCAG/PI, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations, objet de la commande.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$Pr = Po * [0,30 + 0,70 IPPr/IPP0]$$

Dans laquelle :

- IPP : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.10 – Services de conseil et représentation juridique – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766774 ;
- L'indice « o » désigne la valeur trimestrielle de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo) ;
- L'indice « r » désigne la dernière valeur trimestrielle connue de l'indice concerné au mois considéré de révision (Mr) ;
- Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Le titulaire effectue le calcul en mentionnant les mois et années de références, la valeur des indices correspondants, et en détaillant les calculs intermédiaires.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG/PI, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire s'assure, par échange de mail, avec le service du pilotage administratif de la DFJM, de la bonne mise en œuvre des modalités contractuelles de l'élaboration du calcul.

Si l'un des index de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

ARTICLE 5 – MODE DE REGLEMENT

5.1 – MODALITES DE REGLEMENT

La sous-direction juridique et de l'achat public saisit le cabinet d'une demande s'inscrivant dans le cadre des prestations définies à l'article 3. Sur cette base, le titulaire établit un devis qui doit être validé par la sous-direction. Les prestations font ensuite l'objet de bons de commande qui peuvent être adressés au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le paiement des prestations sera mandaté sur présentation d'une facture spécifique après l'admission définitive de la prestation commandée (sous réserve de l'application des articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du Code de la commande publique).

Les factures sont présentées sous forme d'une facture à entête de l'entreprise émettrice et portent les indications suivantes :

- la référence du marché et la référence du bon de commande ;
- le nom, l'adresse et le n° du siret du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ;
- la date de facturation ;
- l'intitulé des prestations exécutées ;
- le montant H.T. des prestations exécutées ;

- le montant H.T. des révisions de prix, le cas échéant ;
- le montant total H.T.
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire toute modification des factures.

Le bon de commande précisera la prestation à exécuter, le calendrier d'exécution et le montant conformément aux prix figurant dans le BPU.

La demande de paiement sera adressée selon les modalités définies à l'article 6.2 du présent CCP.

Les prestations rémunérées sur la base du bordereau des prix unitaires pourront donner lieu à acompte dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG/PI.

5.2 – MODALITES DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS RELATIFS AU PAIEMENT

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG/PI, sur présentation de la demande de paiement, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro² soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

Toutes les demandes d'acompte ou demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit au présent contrat, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

5.3 – DELAI DE PAIEMENT

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- ✓ des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- ✓ une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

5.4 – AVANCE

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG-PI, et en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-18 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf refus exprès du titulaire dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Le montant de l'avance versé est calculé conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance versé est égal à 5% (10 % en cas de PME) du montant du bon de commande.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de l'avance est effectué conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

5.5 – CESSION OU NANTISSEMENT

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-35 du Code monétaire et financier, le nantissement ou la cession de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié(e) au comptable public assignataire des paiements.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du Code de la commande publique :

Madame Laurence des Cars, Présidente directrice de l'établissement public du musée du Louvre.

5.6 -TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

6.1 – CONDITIONS DE REALISATION

Les prestations font l'objet de bons de commande qui précisent l'étendue de la mission.

La plupart des prestations fait l'objet d'une lettre de saisine (courriel) / d'un appel émis par l'EPML et précisant les besoins et les résultats attendus. Le pouvoir adjudicateur établit sur la base de cette saisine un bon de commande.

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande. Le bon de commande précisera la prestation à exécuter, le calendrier d'exécution et le montant conformément aux prix figurant dans le BPU.

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution.

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande. Les délais d'exécution et prestations à effectuer fixés par les bons de commande sont impératifs.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée raisonnable compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, et la mise en œuvre des commandes en tenant compte notamment des délais de procédure contentieuse.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

6.2 – EXCLUSIVITE

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité de commandes relatives aux prestations liées au présent marché et à son objet. Néanmoins, il ne pourra se prévaloir d'une quelconque exclusivité concernant l'objet du marché dans les trois cas suivants :

- l'EPML se réserve dans certaines circonstances le droit de consulter tout prestataire de son choix pour des prestations juridiques en cas de nécessité de marché global associant des compétences juridiques et d'autres compétences (techniques, économiques...), marchés dits d' « AMO » (assistance à maîtrise d'ouvrage) ;
- En cas de conflit d'intérêts, l'EPML se réserve le droit de faire appel à un autre avocat pour traiter l'affaire en cause. De même, le titulaire s'engage à informer l'EPML de l'existence d'un conflit d'intérêts lors de sa saisine.

Les contentieux introduits ou litiges ouverts pendant la durée de validité du présent marché et non clos à l'échéance de ce dernier seront traités jusqu'au terme de l'instance ou jusqu'au règlement du différend pour lequel le titulaire a été missionné.

6.3 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'EPML sont tenus aux obligations de discrétion prévues à l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire s'engage à respecter, dans le cadre des règles déontologiques en vigueur, discrétion et secret sur ses relations avec le pouvoir adjudicateur.

En complément des dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de maintenir confidentiel tout renseignement, document ou objet quelconque lui ayant été communiqué au cours de l'exécution du marché. Il doit prendre toutes dispositions utiles pour garantir ce secret, et aviser sans délai le pouvoir adjudicateur de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant créer une situation favorable à une telle violation.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Le titulaire et son personnel s'engagent notamment à utiliser les documents confiés par l'EPML uniquement pour les intérêts de l'établissement et à ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le marché.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à communiquer aux sous-traitants les obligations de discrétion et de secret, qui s'imposent également à eux.

En cas de violation de ces obligations par un sous-traitant, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le pouvoir adjudicateur peut retirer son acceptation du sous-traitant sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au présent document.

6.4 – SUITE DE L'EXECUTION DE LA MISSION DE CONSEIL JURIDIQUE

Le cas échéant, si un contentieux devait intervenir dans le cadre d'un dossier pour lequel le titulaire a été consulté pour assurer un conseil juridique, celui-ci serait amené à représenter l'EPML en justice pour le traitement de ce contentieux.

6.5 – CONDUITE DES PRESTATIONS PAR LE TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues au présent marché et assurer leur bonne exécution.

Outre les dispositions prévues à l'article 1.5.2 du présent document, la bonne exécution des prestations dépend des personnes désignées par le titulaire.

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations par la personne chargée de le représenter, auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché, désignée dans l'acte d'engagement et/ou par l'équipe désignée dans l'offre technique. Si la personne chargée de le représenter ou une personne de cette équipe n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'EPML par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant disposant de compétences équivalentes et d'en communiquer le nom et le curriculum vitae à l'EPML. Tout remplacement doit être effectué dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Le remplaçant est considéré comme accepté s'il n'est pas récusé dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette communication.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, si l'EPML récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour désigner un nouveau remplaçant et en informer l'EPML.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans un délai de quinze (15) jours calendaires mentionné ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article 11 du présent document.

En cas de résiliation, celle-ci prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

6.6 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.6.1 – Délais d'exécution

Le titulaire devra être en capacité de traiter de façon concomitante plusieurs prestations définies au présent document.

Le titulaire sera saisi au préalable par écrit (courriel, télécopie ou courrier) dans lequel le délai de réponse souhaité par l'acheteur sera précisé. Si le titulaire n'est pas en capacité de répondre dans le délai fixé dans la saisine, il en informe l'acheteur pour obtenir son accord sur un nouveau délai. Ce délai, éventuellement négocié avec l'EPML, sera considéré comme un délai maximal au-delà duquel des pénalités de retard pourront être appliquées.

Ledit délai ne pourra pas en aucun cas excéder les délais définis ci-après :

- Conseil et phase pré-contentieuse : maximum trois (03) semaines calendaires à compter de la saisine ;
- Contentieux : maximum six (06) semaines calendaires à compter de la saisine.

Dans tous les cas, le délai maximal définitif sera fixé par l'acheteur lors de la commande.

Par ailleurs, comme exposé dans le présent document, il est possible que l'EPML soit exposé à des problématiques très urgentes. Ces problématiques nécessiteront de ce fait une très grande réactivité de la part du titulaire avec des délais de réponses aux interrogations de l'EPML qui pourraient être inférieurs à 48 heures.

Dans tous les cas, le titulaire devra apporter toute diligence pour assurer sa mission dans les délais imposés par le pouvoir adjudicateur, ainsi que ceux imposés par la procédure contentieuse, en tenant compte, le cas échéant, des délais nécessaires à la validation des projets de mémoire par le pouvoir adjudicateur.

6.6.2 – Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/PI, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale, sans délai, au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de deux (2) jours ouvrés maximum à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai initial dans le cas où celui-ci arrive à échéance dans un délai inférieur à deux (2) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

6.7 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à effectuer l'ensemble des déplacements et à assister à toutes les réunions qui s'avèreront nécessaires à la bonne exécution du présent marché, ainsi qu'aux audiences.

Pour l'ensemble des prestations, objet du présent marché, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- ✓ répondre à toute demande de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- ✓ exécuter conformément à l'état de l'art, les prestations décrites dans le présent marché ;
- ✓ demander au pouvoir adjudicateur toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- ✓ reprendre tous les points pour lesquels le pouvoir adjudicateur a opposé des remarques et dans les délais émis par celui-ci, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- ✓ apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du pouvoir adjudicateur, sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles que les agents de l'administration.

6.8 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto - verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris forfaitairement dans les prix unitaires.

Le titulaire met en place une politique de Green IT (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés). Soucieux de limiter l'impact écologique de ses achats, l'acheteur intègre dans le présent CCP des dispositions environnementales.

À ce titre, le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations du marché. Il rend compte, à la demande de l'acheteur, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique en matière :

- d'hébergement et de tri de données ;
- de gestion des courriels raisonnée ;
- de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché.

Le titulaire communique à l'acheteur dans les deux mois suivant la notification du marché sa charte informatique ainsi que le nom du réseau de stockage des données.

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par le marché, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

En cas de non-respect des autres obligations environnementales exigées dans le présent article, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 10.3 du présent document.

6.9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/PI, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

6.9.1 – Traitement par le titulaire

Description du traitement de données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations, objet du marché.

Obligations du titulaire :

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Notification des Violations de Données Personnelles :

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur, dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance et par écrit, tout cas de Violation de Données Personnelles. Cette notification devra a minima contenir les informations suivantes :

- Une description de la nature de la Violation y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de Personnes Concernées par la Violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données Personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- Une description des conséquences probables de la Violation de Données Personnelles ;
- Une description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la Violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour notifier toute Violation de Données Personnelles à l'Autorité de Contrôle compétente et informer les Personnes Concernées de la survenance de cette Violation, lorsque nécessaire.

Délégué à la protection des données :

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

6.9.2 – Traitement par l'acheteur

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant les durées définies aux articles R2184-12 et R2184-13 du code de la commande publique.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'EPML et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le titulaire bénéficie du droit demander à l'EPML l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le titulaire peut exercer en adressant un courriel à rgpd@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

Le traitement des données essentielles du marché public :

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles :

Dès lors que l'identification du titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés ci-avant.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

ARTICLE 7 – GARANTIE FINANCIERE

Le titulaire devra être titulaire d'une garantie financière, conformément aux règles posées par l'article 55 de la [loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971](#) portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La constatation de l'exécution des prestations se déroule conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

8.1 – OPERATIONS DE VERIFICATION

La constatation de l'exécution des prestations se déroule conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours ouvrés pour notifier sa décision de réception avec réfaction ou de rejet par courrier recommandé avec accusé de réception à compter de la date de remise des livrables. Au-delà de ce délai, les prestations sont considérées comme acceptées en l'état.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas informé des jours et heures des opérations de vérification.

8.2 – RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI, par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE APPLICABLE AU MARCHÉ

9-1 UTILISATION DES RESULTATS

Tous les résultats, même partiels, des prestations intellectuelles objet du présent marché sont réputés régis par les dispositions du chapitre 6 du CCAG PI. La cession des droits de propriété intellectuelle prévue au CCP perdurera au-delà de la durée du marché dans la limite qui y est énoncée.

9.2 – GARANTIES

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur :

- ✓ la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché ;
- ✓ qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des résultats qu'il cède ;
- ✓ qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- ✓ qu'il n'a concédé sur les résultats, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- ✓ qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits, objet de la cession.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- ✓ les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;

- ✓ les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- ✓ les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

9.3 – DROIT MORAL

En application de l'article L.121-1 du code de la propriété intellectuelle, le nom du titulaire figurera sur les documents fournis au titre des prestations.

Si la prestation fait l'objet d'un rejet par le pouvoir adjudicateur, aucun droit au nom ne pourra être revendiqué par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le contenu, la forme, la longueur du document fourni par le titulaire, si les circonstances l'imposent (ex : évolution des besoins du pouvoir adjudicateur).

Par ailleurs, le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents liés à l'exécution du marché, qui puissent être assimilés à un secret des affaires, puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. Il est ainsi précisé qu'au regard du rôle de l'OPPIC dans le cadre du projet « Louvre Nouvelle Renaissance », l'acheteur pourra échanger et communiquer à l'OPPIC tout résultat et document lié à l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'information supplémentaire du titulaire. Dans les autres cas et seulement pour les documents liés à l'exécution du marché qui puissent être assimilés à un secret des affaires, l'acheteur informera le titulaire par écrit, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

ARTICLE 10 – PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, le montant cumulé des pénalités est plafonné 10% du montant total commandé depuis la notification du marché. En cas de dépassement, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies à l'article 11 du présent document, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG/PI ne sont pas applicables au présent marché.

Sauf mention contraire, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Il est expressément convenu que le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la mauvaise exécution ou l'inexécution a donné lieu à l'application d'une pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

10.1 – PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans les délais d'exécution prévus, des pénalités de retard pourront être appliquées dans les conditions définies ci-dessous.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 6.6.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais, conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 75 euros HT par jour ouvré de retard.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de [l'article 1148 du Code civil](#), et de faits qui engagent la responsabilité de l'EPML.

10.2 – PENALITES RELATIVES A LA DECLARATION DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE ET LA DECLARATION DES SALAIRES DE L'ENTREPRISE

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché si celui-ci ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

Le montant de ces pénalités sera égal à 10 % du montant de la valeur des bons des commandes, exécutés au titre du marché au moment de l'application de la pénalité et n'excèdera pas celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif prévu par l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, dans les délais impartis, les pénalités prévues pourront lui être appliquées ou le marché pourra être résilié, sans indemnité, à ses frais et risques.

10.3 – AUTRES PENALITES

Des pénalités pourront être appliquées dans les conditions définies ci-dessous.

- en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire, une pénalité égale à 10 euros par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect des autres obligations environnementales exigées dans le cahier des charges, une pénalité égale à 100 euros.

ARTICLE 11 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI (articles 36 à 42), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 39 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- Dans l'une des situations mentionnées aux articles R. 2141-1 à R. 2141-5 et L. 2341-3 du Code de la commande publique.
- En cas de non-respect des obligations relatives au travail dissimulé en application de l'article L.8222-6 du code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque le titulaire contrevient aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail et aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Le cumul des pénalités encourues par le titulaire atteint le plafond spécifié à l'article 10 du présent document.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent cahier des clauses particulières ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze

(15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG/PI, la résiliation du présent marché à bons de commande passé sans minimum, ne donne pas droit à indemnisation, le pouvoir adjudicateur ne s'étant engagé sur aucun montant de commande¹.

ARTICLE 12 – LITIGES

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 43 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article R. 2197-23 du Code de la commande publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle :

- ✓ lorsque le titulaire a la qualité d'avocat et que le litige porte sur les honoraires et débours, par la procédure devant le bâtonnier prévue par les articles 174 et suivants du [Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991](#) ;
- ✓ lorsqu'il porte sur toute autre matière, et à défaut de solution amiable, par la saisine du tribunal administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé au CCAG/PI dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent CCP, qui l'emportent, notamment :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé
1.5.2	3.4.1
2	4.1 et 4.2.1
6.5	3.4.3
6.6.2	13.3.2 et 13.3.3
8.1	28.2 et 28.5
10	14 et 14.1.3
10.1	14.1
11	36 et 40

¹ QE n° 04358, réponse à Jean-Louis Masson (Moselle - NI), JO Sénat du 2 février 2023.